

COMPTE RENDU

Catherine LEBERGER, *Mairie-conseils*

Bonjour à tous. Le témoignage que nous allons entendre est au cœur du projet de territoire de la Communauté de communes du Pays de Soule, dont l'un des enjeux est de faire de l'habitat traditionnel un outil de développement pour le territoire. Nous allons voir de quelle manière, au sein de cette communauté, les élus de la commune d'Idaux-Mendy ont animé un projet collectif et s'y sont impliqués par une action qui relève pleinement du développement durable, avec une entrée sociale. En effet, les différents acteurs, aux compétences différentes, ont un but commun : la réinsertion de personnes grâce à une formation diplômante et qualifiante « hors les murs d'un centre de formation » par le développement d'un savoir-faire artisanal qui trouve pleinement sa place dans l'économie locale. Dans ce projet, les artisans du bâtiment, les habitants, les élus, un organisme de formation et quatorze stagiaires ont mené à bien la réhabilitation du patrimoine bâti qui sera utilisé par la population à des fins culturelles et festives.

Pour nous expliquer tout cela, je passerai tout d'abord la parole à François DASCÓN, Maire d'Idaux-Mendy, qui nous dira dans quel contexte cette action a pu être conduite. Nous avons aussi le plaisir d'accueillir :

Marijo THOMARY, stagiaire en formation

Serge TEYSSIER, le formateur des stagiaires sur le site

Hélène CAPDEVIELLE, qui travaille à la communauté de communes du Pays de Soule

Christophe SADOK, du Cabinet Mnémosyne, partenaire conseil.

François DASCÓN, *Maire d'Idaux-Mendy*

Un mot pour situer le contexte du projet et de l'action. Ensuite, je passerai la parole à Christophe SADOK, qui expliquera le contexte institutionnel interrégional qui a donné naissance à ce concept, que nous appelons « **chantier de formation hors les murs** ».

La Communauté de communes du pays de Soule compte 35 communes, 14 000 habitants et une pratique de vingt-cinq ans autour de la thématique du développement local. La commune d'Idaux-Mendy, 270 habitants, est fortement partie prenante de la communauté de communes. Elle a acquis un site, un corps de ferme au centre du village, avec l'idée de le restaurer pour en faire des bâtiments à usage socioculturels.

La commune voit passer un appel à projet en Septembre 2004, émanant de la DATAR Massif Pyrénées, avec l'AFPA Midi-Pyrénées et le Comité Massif Pyrénées. Christophe SADOK va nous présenter le contexte de cet appel. Il s'agissait de la mise en place d'un chantier de formation dit hors les murs, sur un site relevant du patrimoine pyrénéen. L'idée était de former des jeunes aux métiers du bâtiment, à partir du patrimoine, et de les initier aux savoir-faire anciens, afin de faciliter leur insertion professionnelle.

La commune a été candidate et retenue. A elle ensuite de mobiliser, avec la communauté de communes, un ensemble de partenaires institutionnels et professionnels pour mettre en œuvre ce chantier de formation, avec l'idée de l'accueil, la formation et l'insertion de jeunes et de moins jeunes sur ces métiers.

Christophe SADOK, *du Cabinet Mnémosyne, partenaire de l'opération*

Bonjour à tous. Je représente un bureau d'études qui intervient auprès des collectivités locales en conseil et en formation sur des projets de développement ayant trait au patrimoine. Nous avons été interpellés en 2001 par la DATAR pour créer un dispositif de formation en savoir-faire traditionnel du bâti pyrénéen. Nous avons construit ce dispositif de formation avec l'AFPA (Association de Formation Professionnelle des Adultes).

La problématique était la suivante : d'un côté, nous avons un massif pyrénéen où l'habitat se dégrade, où les savoir-faire traditionnels du bâtiment se perdent, et d'un autre, un secteur professionnel du bâtiment qui ne parvient pas à recruter et à former suffisamment de personnels. L'idée était de faire la

jonction entre les deux, de se servir du patrimoine pour faire entrer des demandeurs d'emploi dans ces métiers du bâtiment. Au lieu de le faire dans le cadre des centres de formation, il s'agissait de le faire dans les conditions de chantiers réels avec des territoires partenaires.

Dans ce contexte, nous avons lancé un appel à candidatures sur le Massif Pyrénéen. Nous avons retenu une quinzaine de sites qui ont pu accueillir des chantiers de formation. Le chantier d'Ideaux-Mendy est le dernier encore en cours. Il va se terminer à l'automne prochain. Un deuxième appel à candidatures sera lancé dès le mois de septembre de cette année.

Le principe de la sélection des territoires, et en particulier de celui d'Ideaux-Mendy, est de choisir un bâtiment qui corresponde au cahier des charges que nous avons réalisé. Parallèlement à ce travail, nous avons identifié les savoir-faire traditionnels des Pyrénées, où on avait des besoins de formation. Nous avons créé une ingénierie de formation qui puisse se calquer sur la politique nationale. Nous avons mis en place cette formation. Voilà le contexte technico-pédagogique. Après, il a fallu trouver des territoires qui soient fortement impliqués dans ces problématiques de développement. Il ne s'agissait pas de faire simplement des chantiers de formation dans toutes les Pyrénées, mais d'essayer d'embrayer une dynamique à partir de ces expériences, pour soutenir l'emploi, mobiliser les entreprises locales et pour que le patrimoine soit valorisé dans ces territoires et que cela devienne un véritable levier de développement.

Catherine LEBERGER

On a envie d'en savoir plus sur la réalisation concrète et ce qui s'est réellement passé autour de ce site qui est la propriété de la commune d'Ideaux-Mendy.

François DASCON

Lorsque notre projet a été retenu, très concrètement, il a fallu mettre en place, au-delà de la formation, l'école. Une formation hors les murs, qu'est-ce que cela veut dire ? La commune, en relation avec le bureau d'études Mnémosyne, l'AFPA, l'architecte, etc., a fait une étude pour organiser l'ensemble du chantier, a mis en place une école sur le site. Nous avons loué une salle de classe, des sanitaires, le bureau du formateur. Nous avons équipé des stagiaires, acheté du matériel. Toute une organisation matérielle s'est mise en place.

Les stagiaires et leurs formateurs sont sur le site, du lundi au vendredi. Ils y travaillent, reçoivent les cours théoriques, y déjeunent. C'est un engagement assez fort pour une petite commune pour créer des conditions favorables.

Le deuxième élément au niveau de l'organisation est que nous avons essayé avec la communauté de communes de créer toute une organisation partenariale autour de cette opération. Les partenaires principaux au niveau local sont bien sûr la communauté de communes, un certain nombre d'artisans locaux à qui nous avons demandé si cette opération les intéressait et, si oui, de s'associer du début à la fin. S'associer, ça veut dire suivre, conseiller, participer à des réunions, éventuellement accueillir des stagiaires dans leur entreprise et peut-être également appuyer ensuite l'insertion professionnelle. Ce sont aussi, au niveau des organisations et des pouvoirs publics, des services de l'Etat, la Direction Départementale du Travail dans la formation, la Région, le Département, l'ANPE, la Mission locale, la CAFEM, la Fédération du bâtiment. Et les habitants, et c'est important, qui pour un certain nombre d'entre eux suivent cette opération mais apportent leur aide. Beaucoup de partenaires se sont agrégés autour de cette opération, dont l'entrée forte est le patrimoine, le savoir-faire ancien et la formation.

Catherine LEBERGER

Pouvez-vous nous préciser ce que va devenir ce site ? Quel en sera son usage, ses d'activités ?

François DASCON

Dans l'espace concerné par ce chantier formation, on compte la réhabilitation de grands bâtiments agricoles, qui sont magnifiques, et qui vont être mis au service de la population et avoir un usage socioculturel. Nous y tiendrons des réunions, des expositions, des manifestations culturelles,

éventuellement l'accueil d'activités de formation. Ils sont également équipés en services annexes, cuisine et autres services. C'est un des éléments forts, le chantier formation prenant en charge la partie gros œuvre. Ensuite, un espace public est prévu, une place de village. Et enfin, troisième élément, des logements sociaux. Le chantier de formation ne prend en charge que le premier aspect.

Un participant

Je voudrais savoir quels sont les métiers concernés ? quels diplômes peuvent être envisagés pour les participants ? Enfin, avez-vous, dans les publics formés, des gens en situation d'insertion ?

Christophe SADOK

Nous avons travaillé, dans le cadre du projet, sur l'ensemble des Pyrénées sur plusieurs métiers : maçon, charpentier couvreur et tailleur de pierre. Une partie des titres professionnels n'existent plus pour les savoir-faire traditionnels. Autrefois, dans le bâtiment, il existait un aspect qui s'appelait « maçon limousinant ». On apprenait à bâtir avec des pierres, de la chaux, etc. Cet aspect a disparu. Dans le cadre du chantier, une des demandes de la DATAR et du ministère du Travail était que nous créions l'ingénierie de formation pour ces métiers. Tous les métiers que j'ai décrits, sous leur aspect patrimonial, ont fait l'objet de référentiels de formation et d'activité qui seront proposés en commission nationale à la validation pour que ce soit reconnu au niveau national. Dans l'attente d'homologation de ces titres, on fait la péréquation entre les savoir-faire traditionnels étudiés sur le chantier et les savoir-faire professionnels existants.

Pour donner un exemple, sur le chantier d'Idaux-Mendy, les titres professionnels sont ceux de maçon du ministère du Travail et une partie du titre professionnel de tailleur de pierre. Le titre de maçon se compose de sept CCP (Certificat de Compétence Professionnelle). Sur la base de l'enseignement dispensé dans le cadre du chantier de formation, on fait la péréquation pour présenter les stagiaires à l'examen de maçon, sur des techniques contemporaines. Le diplôme qui sera délivré au final sera le titre de maçon du ministère du Travail et 2/3 du titre de tailleur de pierre du même ministère du Travail.

Catherine LEBERGER

M. TEYSSIER peut-il apporter cette précision ?

Serge TEYSSIER, Formateur :

Bonjour à tous. J'ai le privilège d'être le formateur sur site de ce chantier de formation. Je représente l'AFPA de Bayonne. Je suis tous les jours avec des stagiaires sur site. A l'issue de la formation, les stagiaires ont la possibilité de passer le titre de maçon. J'espère qu'il y en aura peu, mais les personnes qui échoueront à ce titre pourront de toutes façons partir avec des certificats de compétence professionnelle. Le titre de maçon est formé par sept certificats, et certains stagiaires en auront peut-être quatre ou cinq. Ils auront dans ce cas la possibilité plus tard de présenter les certificats manquants, sur d'autres chantiers de formation ou en centre à Bayonne ou dans un autre centre AFPA.

Catherine LEBERGER

Pouvez-vous nous dire combien de stagiaires sont actuellement en formation et quelle est leur origine professionnelle ?

Serge TEYSSIER

Nous avons treize stagiaires, dont le plus jeune a 20 ans et le plus âgé 45. Quatre d'entre eux sont des femmes qui tiennent leur place haut la main et font partie intégrante du groupe ; ce sont même des moteurs du groupe. Je le dis parce que des personnes ont du mal à le croire. Ce type de chantier aurait d'ailleurs du mal à exister sans elles. Je ne concevrai pas un chantier de formation sans la présence de femmes stagiaires. Elles ont un rôle de régulateur dans le groupe. Et comme la plupart du temps, elles sont très motivées, il n'y a aucun problème.

Parmi les stagiaires, certains ont exercé d'autres métiers, notamment dans la restauration. En général, on sait que le bâtiment est demandeur de main-d'œuvre. Ces gens se redécouvrent et

généralement ne sont pas déçus de leur choix, bien au contraire. Ils reprennent confiance en eux et s'aperçoivent qu'ils peuvent apporter quelque chose dans le bâtiment, notamment les femmes.

Les métiers du bâtiment évoluent d'ailleurs. On disait qu'il fallait être très fort. C'est encore un peu vrai, mais les moyens aujourd'hui de levage facilitent les choses sur ce plan.

Un participant

Avez-vous de jeunes demandeurs d'emploi ou des gens qui ont eu une longue interruption de pratique professionnelle et éventuellement qui sont en formation pour retrouver un emploi assez rapidement ?

Serge TEYSSIER

Comme je l'ai dit, les plus jeunes ont 20 ans et le stagiaire le plus âgé a 45 ans. Il s'agit surtout de personnes qui découvrent le bâtiment et, pour certains, qui n'ont pas travaillé depuis longtemps, ils redécouvrent le monde du travail ou le découvrent. Il s'agit de trouver une organisation de vie, avec des contraintes horaires, les enfants à faire garder. Ce n'est pas toujours facile de mettre ces choses en place ; A ce sujet, d'ailleurs, je pense que l'on pourrait faciliter les choses pour les futurs chantiers, notamment pour permettre aux stagiaires femmes d'être plus concentrées sur leur travail.

Autant un stagiaire homme, quand il a fini sa journée professionnelle, il a souvent fini sa journée ; mais la femme généralement non.

Catherine LEBERGER

Marijo THOMARY, stagiaire, peut-elle nous dire à son tour comment elle vit ce stage, pourquoi elle a souhaité s'y impliquer, comment ça se passe concrètement, ce qu'elle en espère pour l'avenir proche ?

Marijo THOMARY, *Stagiaire en formation* :

Je suis la plus âgée, j'ai 45 ans. J'ai trois enfants ; le plus jeune a 4 ans. Et je suis une femme. Je cumule tous les handicaps ! J'ai entendu parler de ce stage quelques mois avant qu'il ne démarre. Je suis un peu coincée géographiquement, vivant seule avec mes enfants, dans la semaine.

Le bâtiment est un secteur qui m'intéresse. J'avais déjà un peu travaillé dans les travaux publics. Dès que j'ai entendu parler de ce stage, je me suis dit que c'était pour moi la possibilité d'acquérir des bases de connaissance dans les métiers du bâtiment. J'étais prête à lutter pour y entrer.

Ce n'est pas le cas de tous les stagiaires. Sur un chantier d'insertion, tous les stagiaires sont des gens en difficulté, au minimum sur le plan de l'emploi, mais aussi sur d'autres. Six ou sept d'entre nous vivent avec les minima sociaux ; certains arrivent en fin de droit ; certains ont été envoyés par leur assistante sociale. Une de nos collègues n'aurait jamais pensé pouvoir travailler dans le bâtiment et se révèle être l'une des plus dynamiques.

Ce que je voudrais dire sur ce chantier, c'est que nous sommes très divers. Les motivations sont différentes. Tous veulent retrouver un emploi. La formation s'est mise en place aussi au fur et à mesure et le fait de pouvoir accéder au titre de maçon n'a été acquis qu'au cours de la formation. Nous avons démarré pour quatre mois et obtenu quatre mois supplémentaires. Tous ceux qui sont entrés au début espéraient faire la totalité des huit mois, mais nous n'en avons pas la certitude.

Quelques indécisions à ce niveau ont été difficiles à vivre. La plupart des stagiaires ont suivi d'autres formations dans d'autres conditions. Nous sommes tous d'accord sur le fait que c'est la première fois que nous disposons de tout le matériel nécessaire, ce qui n'est pas fréquent. Nous sommes un peu isolés puisque nous dépendons de l'AFPA de Bayonne située à 80 km et que le formateur est seul avec nous. Cela nous confère une certaine autonomie, en même temps qu'un petit sentiment d'abandon.

Les choses se passent très bien. Je pense que c'est dû au fait que le formateur a des casquettes multiples. Il doit être très compétent techniquement. Il n'est pas question de monter un mur en parpaing pour le démolir la semaine suivante.. Nous travaillons pour la durée. Il a également la

compétence pour gérer le groupe, ce qui n'est pas toujours facile. Ce n'est pas facile de trouver quelqu'un qui cumule ces compétences diverses. Nous avons beaucoup de chance.

La commune a mis à notre disposition tout ce dont nous avons besoin. Je reprends ce qu'a dit François DASCAN. Nous avons reçu un bon accueil dans le village puisque nous travaillons, à l'occasion, avec les artisans qui viennent sur le chantier. Nous avons de plus un bon formateur. Donc, tout se passe bien.

Vous m'avez posé une question sur l'avenir proche. C'est le diplôme et l'après-diplôme, la ré-entrée dans la vie active. C'est loin pour certains. Nous savons qu'il existe des demandes, même pour des entreprises relativement proches localement. Nous allons sortir avec une formation très complète sur le patrimoine, le travail de la chaux, les murs en galet. Mais une bonne partie du chantier concerne également la maçonnerie contemporaine. Nous faisons vraiment des choses très variées. Nous aurons le même titre que les stagiaires en formation dans les centres actuellement. Ce passage est cependant un peu angoissant. Mais nous y allons le cœur léger globalement.

Un participant

Je voudrais connaître les perspectives pour les stagiaires. Quels emplois peuvent-ils trouver ? Y a-t-il une réelle volonté politique et une possibilité pour ces personnes de trouver un travail ?

Christophe SADOK

Je voudrais apporter une précision. Ces chantiers sont des chantiers d'insertion, mais d'insertion professionnelle. Ce qui est visé, c'est l'emploi et l'employabilité des personnes. Il ne s'agit pas de chantiers d'insertion sociale. Ce ne sont pas des chantiers de formation occupationnelle. Les gens ne sont pas là pour apprendre à se lever le matin, aller travailler et suivre une cadence professionnelle. C'est une insertion professionnelle qui est visée.

Nous avons du recul par rapport à ce dispositif. Les premiers chantiers se sont mis en place en 2002, 2003 et le gros des chantiers en 2004. Sur 150 personnes formées, 80 % vont directement occuper un emploi après la formation ou la complètent. L'emploi est visé pour tous les stagiaires, mais sous des formes différentes.

Par exemple, à Idaux-Mendy, un jeune est parti il y a quinze jours car il a trouvé un contrat en CDI dans une entreprise du bâtiment. Lui était venu pour se former au bâtiment ; il n'a malheureusement pas été au bout de la formation, mais il a trouvé un emploi stable dans le bâtiment.

Toujours à Idaux-Mendy, une autre stagiaire est entrée dans la formation, l'a interrompue pendant un mois et demi pour faire une formation complémentaire sur des logiciels à Toulouse, a réintégré la formation et a été retenue pour travailler dans un bureau d'études ; Elle termine sa formation et est embauchée dans un bureau d'études.

A partir de ces chantiers de formation, nous obtenons une ré-orientation des publics soit directement vers l'emploi, pas forcément dans les métiers prévus, même si c'est le gros des contingents, et une autre partie va compléter cette formation. Le chantier d'Idaux-Mendy a l'avantage de proposer des titres professionnels complets. C'est lié au fait que les bâtiments s'y prêtaient et qu'il est assez long. Il était prévu un stage de quatre mois. Il a été allongé à huit mois et prolongé à nouveau.

La majorité des chantiers que nous organisons dure cinq mois. Les personnes n'ont donc pas toujours la totalité du titre professionnel dans ce laps de temps. Certaines trouvent un emploi directement, sans le titre, et d'autres vont en centre de formation pour obtenir le complément de formation qui les amène au titre professionnel.

Un participant

Le choix de travailler sur de la méthode traditionnelle (comme la chaux) est-il délibéré ? Qu'apporte-t-il ? J'ai cru comprendre que les bâtiments étaient des bâtiments communaux. Est-ce que ça ouvre des perspectives pour les entreprises locales ? En Meurthe-et-Moselle, nous avons un CAUE, organisme qui n'a pas été cité sur votre secteur en tant que partenaire, (mais je pense qu'il doit l'être). Il tente de remettre au goût du jour notamment les travaux à la chaux. Nous connaissons aussi la réticence des

publics sur la chaux qui est un matériau vivant. En fonction des conditions météo, lors de l'application, les teintes ne sont pas constantes sur une même façade...

François DASCON

Ce chantier de formation, au-delà de son objectif principal qui est l'insertion professionnelle, mène aussi des actions avec et pour les entreprises et le grand public sur le thème du patrimoine des savoir-faire anciens. Un travail de sensibilisation est fait. Nous organisons par exemple des séances de formation continue sur les savoir-faire anciens, à la demande des artisans locaux et de leurs organismes professionnels. Sont organisées aussi des visites du chantier avec des séances de sensibilisation pour les entreprises en général, qui viennent discuter; également pour les élus locaux. Par exemple, dans les jours à venir, une réunion du bureau de la communauté de communes sera organisée, avec la visite du site, pour réfléchir à l'occasion de ce travail, sur les savoir-faire et le patrimoine ancien et la façon de sensibiliser la population et les élus locaux sur cette question. Déjà des visites ont débutées pour les élèves des lycées professionnels. Les élèves de 3^{ème} du lycée agricole sont venus passer un après-midi sur le chantier avec le formateur, avec Christophe SADOK et les stagiaires pour discuter sur la relation entre patrimoine et développement, patrimoine et histoire, savoir-faire et méthodes de construction, etc.

Enfin, des séances de sensibilisation sont prévues pour l'ensemble de la population. Tout ceci est articulé avec un des axes de travail du projet de territoire donnés par la communauté de communes.

Hélène CAPDEVIELLE, Communauté de Communes du Pays de Soule

Je peux ajouter que ce projet, porté évidemment par la commune d'Idaux, a été intégré dans un programme plus large, le projet de territoire de la Communauté de communes. Pour une grande partie de ce projet, on peut dire qu'il est question de montrer que ce territoire est très agréable à vivre. Nous voudrions que ceux qui veulent y vivre puissent y travailler. L'un des éléments est de montrer que l'habitat, le patrimoine sont à la fois un élément attractif de notre territoire et une pépinière d'emplois possibles. Nous avons travaillé avec les artisans locaux sur plusieurs outils de sensibilisation, destinés au grand public, mais aussi aux professionnels, présentant les caractéristiques architecturales du territoire, avec une plaquette et un cahier de recommandations disponible dans toutes nos mairies. Une exposition itinérante bilingue a permis également de montrer au grand public nos atouts architecturaux.

Ce projet se place vraiment dans une continuité. Nous travaillons avec les élus, les habitants et les scolaires pour que le maximum de personnes réalisent l'importance de notre patrimoine et de toutes les opportunités en termes d'activités possibles.

Un participant

Je voudrais avoir des précisions sur le montage financier. J'ai cru comprendre que vos stagiaires sont issus de la formation continue. Sont-ils financés par le Conseil Régional ou une autre structure ? Et au niveau du montage lui-même, quel est le financement de l'AFPA et qui finance le matériel et les matériaux ?

François DASCON

Les stagiaires dont parlaient Marijo et Serge sont des stagiaires de l'AFPA, donc financés à ce titre sur les fonds de la formation professionnelle et du Conseil Régional, et aussi de l'Etat pour certains. Le formateur, Serge TEYSSIER, est AFPA.

Les matériaux, la mise en place de l'école sur site, les locaux, la maîtrise d'œuvre, l'architecte, les bureaux de contrôle, les interventions en formation du cabinet Mnémosyne à côté de la formation professionnelle, ainsi que celles des divers intervenants qui viennent travailler avec les stagiaires sur la thématique de l'architecture, de la relation entre patrimoine et développement, sont financés par la commune. Le maître d'ouvrage de cette opération reste la commune.

Le montage financier est assuré sur les financements que la commune a mis en place, antérieurement à la négociation sur l'appel à candidature. Les financeurs sont classiques : le Département, la Région,

l'Etat au travers de DGE. Pour un certain nombre de coûts pédagogiques, lourds pour la commune, nous avons postulé et été retenus sur un dossier FSE. Bien entendu, la commune auto-finance également.

Christophe SADOK

Pour compléter l'ingénierie financière, il faut compter tout le travail de préparation des chantiers réalisé en amont. Pour préparer un chantier de ce type, il faut six mois de travail, financé par la convention interrégionale du Massif, (proportionnellement au nombre de départements dans la zone Massif de la DATAR), les trois conseils régionaux, (Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon et Aquitaine), l'Etat, via la DATAR, et nous avons également monté un dossier de financement européen FEDER mesure 18. C'est l'ingénierie globale du dispositif de formation à l'échelle des Pyrénées.

Chaque fois que nous faisons un chantier concret sur un territoire, nous re-mobilisons une ingénierie financière particulière que François DASCON vient de décrire.

Un participant

Combien coûte un chantier comme le vôtre ?

François DASCON

Il est difficile de répondre à cette question. Cela dépend des chantiers. Nous étions partis sur un chantier de deux fois quatre mois et nous sommes finalement sur un chantier d'un an. Le coût pédagogique se situe aux alentours de 120 000 €, pour la commune, pour le maître d'ouvrage. S'ajoute ce qui est en amont. Pour préparer le projet, il faut aller repérer, expertiser, visiter, etc. Ceci relève des financements Massif. Le chantier d'Idaux est un chantier important puisqu'il comporte un chantier maçonnerie diplômant. Il existe également un chantier de sensibilisation aux métiers de la charpente toiture, dont nous n'avons pas parlé. Il est en cours, avec sept ou huit stagiaires.

Je précise que ce n'est pas un chantier représentatif, car c'est le plus long et le plus important. En général, un chantier « hors murs » de quatre mois ou quatre mois et demi coûte à la commune entre 30 000 et 40 000 € en moyenne.

Catherine LEBERGER

En quoi la pratique des chantiers « hors murs » (sur un site), avec un formateur de l'AFPA sur place en permanence est-elle innovante ?

François DASCON

C'est un dispositif innovant parce qu'il repose sur un travail d'ingénierie de formation en amont et sur la volonté d'avoir une insertion professionnelle. Il est certain qu'il existe des chantiers-écoles dans toutes les régions de France depuis plusieurs années. La spécificité est que nous avons travaillé en amont sur les caractéristiques locales du territoire. Nous avons identifié des techniques précises et nous formons les stagiaires à ces techniques.

L'objectif est de recruter des stagiaires qui viennent des territoires sur lesquels nous travaillons et qui vont trouver à s'y employer. Pour autant, nous leur donnons une base pédagogique suffisamment large qui leur permet de trouver du travail ailleurs ! Nous ne formons pas des maçons pour la Soule. L'idée est que les passerelles entre ce qu'ils apprennent dans le cadre du chantier et l'emploi soient immédiates.

L'avenir de ce dispositif : un deuxième appel à candidatures va être lancé à l'automne prochain. Ensuite, la formation va tomber dans le domaine public et dans le Code des Marchés publics. Pour l'instant, ces chantiers permettent de construire l'ingénierie. Ce travail étant terminé, le cahier des charges de cette formation sera remis aux trois conseillers régionaux et au service formation des trois Conseils Régionaux partenaires. Ensuite, les formations pourront être faites par d'autres organismes de formation de l'AFPA qui avait en charge l'ingénierie.

Yves GORGEU, Mairie-conseils

Je crois qu'il faut insister sur cette conception innovante de la formation sur ce territoire. Ce peut être intéressant que François DASCONE dise aussi les difficultés rencontrées pour faire accepter, et notamment de la part des organismes de formation, ce type de formation très différent de celles diffusées dans les centres.

Lorsque j'ai visité le chantier, j'ai été frappé par le fait qu'une bonne partie des stagiaires ont dit : « s'il n'y avait pas eu ce chantier, nous ne serions jamais allés à 50 km, à Bayonne, dans le centre AFPA ». Ce chantier trouve vraiment son utilité à Idaux Mendy. J'ai entendu qu'il y a 80 % de pratique et 20 % de théorie. Généralement, en centre, la formation classique propose l'inverse.

Il me semble important de montrer ce caractère adapté aux personnes qui ne peuvent pas se déplacer facilement hors du territoire. Mais, il est bon de dire les difficultés que le maître d'œuvre a rencontrées. De la part d'une commune appuyée par une Communauté de communes, ce type d'opération n'est pas dérisoire.

François DASCONE

En tout cas, ça fait bouger les choses ! Au niveau des difficultés, ce type de chantier a fait changer et bouger bien des représentations. Quand nous avons, avec l'ensemble des partenaires évoqués, lancé cette affaire, nous avons entendu : « Vous n'aurez pas de candidats, parce que les métiers du bâtiment n'attirent pas. Vous n'arriverez jamais avec des stagiaires qui ne connaissent rien au bâtiment. Cela va coûter cher. »

Cela fait bien bouger les choses à ce niveau. C'est aussi une difficulté puisque derrière ces représentations, il existe aussi des blocages, des tensions qu'il faut savoir dépasser et animer. Cela bouscule aussi les pratiques de beaucoup d'institutions, au premier chef peut-être d'ailleurs la mairie. Mais également la formation. Les institutions de formation ont leurs propres inerties. L'AFPA est très compétente en formation professionnelle, mais les formations se passent en général en centre. En centre, on maîtrise tout un ensemble de paramètres, les horaires, l'approvisionnement, que sais-je ?

Marijo Tornary a dit que l'on se sentait parfois un peu abandonné. Il peut arriver que la formation « hors les murs », à 80 km, manque d'un certain nombre de choses, de matériel ou de consignes, de savoir trancher sur une question qui relève de l'institution, alors que l'institution n'est pas là. Il est vrai que ça bouscule les pratiques.

Là, sans doute, serait-il intéressant en fin de chantier ou en fin de la première vague de chantiers hors les murs, d'avoir une vraie réflexion sur ce qu'est l'ingénierie pour conduire un tel type de formations et quels sont les partenariats nécessaires. Cette opération fonctionne pour l'instant correctement parce qu'un partenariat s'est constitué, d'ailleurs sur l'intérêt même de ce concept, autour des pouvoirs publics, de l'intercommunalité, de la commune, de l'AFPA, et les stagiaires et la population.

Comment constitue-t-on ce partenariat ? Il serait intéressant aussi de réfléchir aux savoir-faire nouveaux que ceci nécessite. Je suis persuadé que si on en fait le bilan pour nous, en ce qui nous concerne, nous avons acquis les savoir-faire collectifs entre tous ces partenaires, entre le formateur, son institution de rattachement, les élus, la population, les artisans, les bailleurs de fonds aussi. Il a fallu parfois adapter un certain nombre de mécanismes financiers.

A la fois les difficultés sont là, mais également les avancées. Pour terminer mon propos, je pense que le plus important, c'est la façon dont les stagiaires vivent leur formation. Je suis étonné depuis le premier jour de voir les transformations en cours à leur niveau, et également la force de ce type de formation. Les stagiaires participent à un projet.

Bien sûr, ils sont là pour se former ; mais, Marijo le disait, ils participent à un projet. La réalisation du projet et la formation sont intimement liés. Il y a quelque chose de fort au niveau de ce projet qui mériterait que ce concept soit, sinon généralisé, en tout cas pérennisé.

Catherine LEBERGER

Je voudrais en poser une à Serge Teyssier. Vous avez accepté de vivre à Idaux Mendy durant le stage ? Quelles difficultés cela vous pose-t-il ? Quelles sont les qualités ou compétences

nécessaires ? Vous avez également été formateur en Centre AFPA, quels sont les avantages et les inconvénients de ces deux types de formation ?

Serge TEYSSIER

L'essentiel est d'aimer le métier. Je suis un ancien chef d'entreprise, qui a souffert. Je n'ai pas pu conserver mon entreprise parce que j'ai eu un problème de main d'œuvre. Je mets tout en œuvre pour pallier justement à ce problème. Partir de chez moi toute la semaine, c'est vrai que c'est une contrainte. Les enfants grandissent ; je les vois peu. On ne peut pas faire machine arrière. Mais c'est un choix.

Je préfère partir de chez moi et venir sur Idaux pour apprendre aux gens le métier et le savoir-faire traditionnel. Il faut le faire sur place. On ne peut pas le faire à la maison. Il faut que la formation se déplace. Sinon, nous toucherons toujours la même cible de stagiaires. Et tous les stagiaires ne peuvent pas se déplacer en centre. Ici, en Soule, le plus proche centre de formation est à 80 kilomètres. Des stagiaires ne pourront pas partir de chez eux toute la semaine. Si on veut faire évoluer les choses, il faut que la formation se déplace et aille chez les stagiaires.

Je pense qu'il faut les deux, des centres et des chantiers « hors les murs ». Nous travaillons sur quelque chose de concret. Pour les stagiaires, c'est leur chantier. Quand les stagiaires viennent visiter le chantier avec leur famille le samedi ou le dimanche, pour moi, c'est gagné. Les stagiaires se sont appropriés le chantier. On retrouve l'amour du travail. Il ne suffit pas de travailler pour travailler. Il faut aimer ce qu'on fait.

Je voudrais bien retrouver l'esprit compagnon qui existait il y a vingt ou trente ans et a complètement disparu avec les départs à la retraite. Ce plaisir, je le retrouve quand je sens les stagiaires prendre plaisir à ce qu'ils découvrent. Cela me fait un peu oublier les quelques jours que je passe à l'extérieur.

François DASCAN

Ce genre de chantier repose essentiellement sur la mise en œuvre concrète et les compétences du formateur. Des Serge TEYSSIER, on n'en a pas beaucoup, qui ont à la fois les compétences techniques, la capacité à faire vivre un groupe, la capacité à être autonome sur un chantier, qui acceptent de partir loin de chez eux. Les formateurs volontaires qui viennent, c'est la crème des formateurs, dont Serge fait partie.

Je voudrais tirer mon chapeau aussi aux stagiaires. J'ai connu des groupes de stagiaires en centre. Ce n'est pas du tout le même type de personnes. C'est avant tout une aventure humaine. Je leur tire mon chapeau pour le travail qu'ils font et la façon dont ils vivent ensemble ; c'est exceptionnel.

Catherine LEBERGER

Si j'ai bien compris, la personnalité du formateur et son engagement dans le chantier auprès des stagiaires compte beaucoup. La qualité du travail et la motivation des stagiaires bien entendu s'en ressentent. Il y a aussi la politique de la communauté de communes, qui a permis à la commune de s'inscrire dans cette action. L'accueil de tout un village aussi, à travers la sensibilisation des habitants, des artisans, des élus municipaux, joue un rôle important. Y a-t-il d'autres facteurs que j'aurais oubliés ?

François DASCAN

Il y a aussi le projet en lui-même, sa réflexion. Le projet est une structure décisive pour ce qui va suivre. Il faut souligner l'importance du maître d'œuvre. Le formateur est excellent et donne beaucoup. Ce qu'il fait l'intéresse. Il y a forcément une influence sur les stagiaires. Il y a aussi l'architecte qui vient toutes les semaines. Elle est complètement rentrée dans la démarche. Nos réunions de chantier sont organisées avec la participation de l'architecte, bien entendu, le maître d'ouvrage et le formateur. Depuis le début, nous faisons participer les stagiaires. Les stagiaires désignent chaque semaine leur représentant pour participer à la réunion de chantier. Ils sont aussi architectes eux-mêmes du projet et de son avancée.

Toute la réflexion préalable et également le sérieux de ce projet sont des éléments importants de réussite. Je souligne à nouveau aussi la qualité des partenariats. Et bien entendu, l'animation. Comme

Serge le disait, il faut que la mayonnaise prenne. Chacun doit trouver plaisir et avantage à progresser ainsi et à dépasser les petits blocages qui peuvent être nombreux.

Catherine LEBERGER

Merci beaucoup. Vous parlez d'organiser une réunion ou un séminaire, une fois que plusieurs des chantiers de ce type seraient achevés. Mairie-Conseils est prêt à collaborer et à participer à cette réflexion.

Merci à tous. Merci, Monsieur le Maire. Merci à Christophe Sadok. Merci à Hélène Capdevielle et grand merci à Serge Teyssier et Marijo Thomary.